

**Audience publique extraordinaire du 9 octobre 2020**

Recours formé par  
Madame ..., ...,  
contre une décision du ministre de la Santé  
en matière de lutte contre la pandémie Covid-19 - amende administrative

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 45061 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 5 octobre 2020 par Maître Marta Dobek, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant actuellement à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de la Santé du 25 septembre 2020 par laquelle une amende administrative de 2.000.- euros a été prononcée à son encontre, en sa qualité de gérante de l'établissement « ... », situé à ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 6 octobre 2020 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marta Dobek et Monsieur le délégué du gouvernement Laurent Thyès en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 octobre 2020.

---

En date du 4 septembre 2020, la police grand-ducale, Région Nord, unité Commissariat Diekirch/Vianden, dressa un procès-verbal à l'égard de Madame ..., en sa qualité de gérante technique de l'établissement « ... », sis à ..., portant le numéro ... et acta ce qui suit :  
« *Unterzeichnete wurden am 04/09/2020 gegen ... Uhr seitens der Einsatzleitstelle in Diekirch nach ... beordert aufgrund eines Verstoßes gegen die Bestimmungen des sub 3 erwähnten Gesetzes. Beim Eintreffen vor Ort konnte der Schöffen der Gemeindeverwaltung von ... angetroffen werden, welcher Amtierende auf das Restaurant „...“ aufmerksam machte, welche sich nicht an die COVID-19 Richtlinien halten würde.*

*Als Unterzeichnete sich zur Terrasse des Restaurants begaben, entfernte sich eine größere Gruppe von Menschen, jedoch konnte beim Eintreffen auf der Terrasse kein Verstoß seitens Amtierenden festgestellt werden.*

*... zeigte Amtierenden ein Video, welches derzeit im Sozialnetzwerk „Facebook“ die Runde macht und auf welchem die Terrasse wie sie gegen 18:00 Uhr war, zu erkennen war. Dies wäre bis kurz vor dem Eintreffen von Amtierenden so geblieben.*

*Vor Ort wurde alsdann ein Angestellter seitens Unterzeichneten gefragt, ob der Verwalter des Restaurants anwesend wäre und diese wurden zu einem Tisch geführt auf welchem die Verwalterin (sub 7 genannte Person) zu Abend aß. Auf das Vorstehende angesprochen, gab dieselbe an nur über die dort anwesenden Anwälte kommunizieren zu wollen. Die Anwältin, GUETTI Laura der Anwaltskanzlei LR Avocats fing an ihr „Playdoyer“ bei Amtierenden für ihre Mandantin zu halten, woraufhin, Erstamtierender angab, dass er kein Richter sei und nicht daran interessiert sei. Falls die Verwalterin selbst keine Angaben machen möchte wäre dies so notiert.*

*Die „...“ ist Teil der Gesellschaft ... (...)*

*... führte im Namen der Gemeindeverwaltung Klage zu Vorstehendem. Die Aussagen liegen Gegenwärtigem als Anlage 01 bei. Das Video liegt in einem Datenträger in Form einer CD Gegenwärtigem als Anlage 02 bei. Ein paar Screenshots aus dem Video wurden angefertigt und liegen ebenfalls bei.». Le même procès-verbal constata que dans la mesure où la gérante technique de l'établissement avait refusé de communiquer autrement que par l'intermédiaire de son avocat, aucune déclaration de sa part n'avait été actée. Il y fut également constaté que Madame ... avait refusé l'injonction lui adressée en sa qualité de responsable de l'établissement de se conformer à l'article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, ci-après désignée par « la loi du 17 juillet 2020 ».*

*Il ressort encore dudit procès-verbal que la gérante technique fut rendue attentive au fait qu'elle avait le droit de « présenter [ses] observations écrites dans un délai de deux semaines à partir de la remise de la copie [dudit procès-verbal], auprès du Ministre ayant la Santé dans ses attributions ».*

*En date du 25 septembre 2020, le ministre de la Santé, ci-après désigné par « le ministre », prit l'arrêté qui suit, notifié à Madame ... en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :*

*« [...] Vu la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;*

*Vu le procès-verbal n° ... du 4 septembre 2020 dont copie a pu être remise à Madame ... le 9 septembre 2020 ;*

*Vu l'absence de présentation d'observations écrites dans un délai de deux semaines à partir de la remise de la copie précitée ;*

*Considérant qu'en date du 4 septembre 2020, le 1<sup>er</sup> Inspecteur ... et l'Inspecteur adjoint ... ont constaté que les tables placées côte à côte n'étaient pas séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou par une barrière ou séparation physique permettant de limiter le risque d'infection au sein de l'établissement « ... » ...*

*Considérant que ces faits constituent une infraction à l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup>, point 3° de la loi précitée du 17 juillet 2020 ;*

*Considérant que les infractions prévues à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 1°, 3° et 6° de la loi précitée du 17 juillet 2020 sont punissables d'une amende administrative d'un montant maximum de 4.000 euros;*

*Considérant que l'injection adressée au responsable de l'établissement de se conformer à la loi a été refusée ;*

*Arrête :*

*Art. 1<sup>er</sup>. Une amende administrative de 2000 euros est prononcée à l'encontre du [gérant de] l'établissement « ... ». [...].».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 5 octobre 2020, Madame ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de l'arrêté ministériel précité du 25 septembre 2020.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement a conclu à l'irrecevabilité du recours en annulation introduit par Madame ... au motif que la loi du 17 juillet 2020 prévoirait un recours en réformation en la présente matière.

A l'audience des plaidoiries, le litismandataire de Madame ... a précisé avoir voulu introduire le recours prévu par la loi, tel que se dégageant de l'indication des voies de recours contenue dans l'arrêté ministériel litigieux et reproduit dans la requête introductive d'instance, partant un recours en réformation, tout en se limitant à soulever des moyens d'annulation.

Quant au moyen d'irrecevabilité fondé sur la nature du recours introduit, force est de constater qu'un recours en réformation a été attribué au tribunal administratif par l'article 11, paragraphe (3), premier alinéa de la loi du 17 juillet 2020 pour statuer sur les décisions prises par le ministre, tel que c'est le cas en l'espèce, en application de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la même loi.

S'il est vrai que dans sa requête introductive d'instance, Madame ... a demandé l'annulation de la décision attaquée, force est de constater qu'à l'audience des plaidoiries elle a précisé en substance qu'elle entend conclure, dans le cadre d'un recours en réformation, à la seule annulation de la décision attaquée pour violation de la loi.

Le tribunal est, à cet égard, amené à relever que si dans une matière dans laquelle la loi a institué un recours en réformation, comme cela est le cas en l'espèce, le demandeur conclut à la seule annulation de la décision attaquée, le recours est néanmoins recevable dans la mesure où le demandeur se borne à invoquer des moyens de légalité et à condition d'observer les règles de procédure spéciales pouvant être prévues et les délais dans lesquels le recours doit être introduit<sup>1</sup>.

La circonstance que la demanderesse a déclaré vouloir limiter son recours à des moyens d'annulation n'implique dès lors en l'espèce pas l'irrecevabilité du recours, étant relevé, par ailleurs, que la possibilité conférée de demander l'annulation dans le cadre d'un recours en réformation est subordonnée à ce que l'annulation sollicitée soit sous-tendue utilement par un moyen d'annulation<sup>2</sup>, tel que cela est le cas en l'espèce puisque la demanderesse a invoqué un moyen d'annulation fondé plus particulièrement sur une violation, par l'arrêté ministériel du

---

<sup>1</sup> Trib. adm. 3 mars 1997, n° 9693 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en réformation, n° 2 et les autres références y mentionnées.

<sup>2</sup> Trib. adm. 13 juin 2005, n° 19368 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en réformation, n° 6 et l'autre référence y citée.

25 septembre 2020, de la loi du 17 juillet 2020 en ce sens qu'une amende aurait été prononcée sur le fondement de celle-ci, et plus particulièrement son article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3°, en l'absence de commission d'une quelconque infraction à cette même loi.

Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité afférent tel que présenté par la partie étatique est à rejeter.

Le recours est dès lors recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en droit, la demanderesse se rapporte tout d'abord à prudence de justice quant aux causes d'illégalité externe dont pourrait être affectée la décision litigieuse.

Or, si le fait de se rapporter à prudence de justice s'analyse en principe en une contestation, il convient néanmoins de retenir qu'un moyen non autrement précisé n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision litigieuse. En effet, les moyens simplement suggérés, sans être soutenus effectivement, ne sont pas à prendre en considération par le tribunal, étant donné qu'il ne lui appartient pas de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, de sorte qu'il y a lieu de rejeter ce moyen.

Quant à la légalité interne et plus particulièrement l'infraction lui reprochée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3°, de la loi du 17 juillet 2020, telle qu'actée à travers le procès-verbal de la police grand-ducale du 4 septembre 2020, la demanderesse met en avant qu'elle aurait été condamnée à payer une amende de 2.000.- euros et ce, alors même qu'aucune infraction n'aurait pu être constatée par les agents de police lors de leur arrivée sur les lieux.

Elle insiste sur le fait que la mention contenue dans le procès-verbal en cause suivant laquelle elle aurait refusé l'injonction lui adressée par les agents verbalisant de se conformer à l'article 2 de la loi du 17 juillet 2020 serait fausse, tout en donnant à considérer que dans la mesure où aucune infraction n'aurait pu être constatée sur place par ceux-ci, *a fortiori* aucune injonction n'aurait pu lui être adressée en tant que gérant de l'établissement en question.

Elle estime, par ailleurs, qu'il ne serait pas possible de se baser seulement sur un enregistrement vidéo non daté et filmé à une distance d'environ 50 mètres pour venir à la conclusion que les tables ne respectaient pas la distance minimale imposée par la loi.

Elle ajoute que les tables n'auraient à aucun moment été déplacées, de sorte que si la distance minimale requise n'avait effectivement pas été respectée, les policiers auraient pu et dû s'en rendre compte à leur arrivée sur place, ce qui, suivant le procès-verbal en cause, n'aurait pas été le cas.

Elle conclut dès lors à l'absence de toute infraction contre les dispositions de la loi du 17 juillet 2020 et *a fortiori* à l'absence de fondement légal à la base de la décision litigieuse.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours en tous ses moyens.

Il explique que la police aurait été saisie d'une plainte de l'échevin de la commune de ..., Monsieur ..., après que celui-ci aurait constaté, lors de sa promenade, « *un attroupement de*

*personnes en terrasse du restaurant ... » et appelé la police vers ... heures. Il ajoute que le témoignage de Monsieur ... aurait été conforté par des images vidéos du même soir qui montreraient un non-respect de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3°, de la loi du 17 juillet 2020 et qui auraient circulé sur les réseaux sociaux.*

La partie étatique, tout en concédant que les policiers n'ont pas constaté eux-mêmes une infraction au moment de leur venue sur les lieux vers ... heures, insiste sur le fait qu'ils auraient néanmoins acté dans leur rapport la plainte et le témoignage de Monsieur ..., tout en s'appuyant sur la définition du terme « procès-verbal » telle que découlant respectivement de l'encyclopédie libre *wikipedia* et de l'ouvrage intitulé « *Vocabulaire juridique* » émanant de Monsieur Gérard Cornu.

Elle ajoute que la demanderesse n'aurait pas fait usage de son droit d'introduire une réclamation dans les deux semaines après la remise du rapport pour contester les faits et qu'elle aurait fait preuve d'un comportement peu coopératif en refusant de suivre l'injonction de se conformer à la loi au moment du contrôle.

Au vu de ces considérations, la partie étatique est d'avis que la matérialité des faits se trouvant à la base du rapport de police et de l'arrêté ministériel litigieux serait établie à l'exclusion de tout doute et qu'en conséquence, l'arrêté ministériel serait à confirmer.

L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3°, de la loi du 17 juillet 2020 dispose comme suit : « *Les restaurants, débits de boissons, salles de restauration des établissements d'hébergement, salons de consommation, cantines et tout autre lieu de restauration occasionnelle sont soumis au respect des conditions suivantes : [...] 3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou, en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection. Ces mesures de distance et de séparation ne s'appliquent pas aux tables qui ne se trouvent pas côte à côte ; [...]* ».

Aux termes de l'article 11 de la loi du 17 juillet 2020, dans sa version applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2020 modifiant la loi du 17 juillet 2020, : « *1) Les infractions aux mesures de prévention prévues à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, points 1°, 3° et 6°, commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros.*

*En cas de commission d'une nouvelle infraction, après une sanction prononcée par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée, le montant maximum est porté au double, et l'autorisation d'établissement délivrée à l'entreprise en application de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales peut être suspendue pour une durée de trois mois par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions.*

*Les entreprises qui ont été sanctionnées sur base de l'alinéa 2 par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée ne sont pas éligibles à l'octroi des aides financières mises en place en faveur des entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19.*

*Les infractions à la loi sont constatées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal. La constatation fait l'objet d'un rapport*

*mentionnant le nom du fonctionnaire qui y a procédé, le jour et l'heure du constat, les nom, prénoms et adresse de la personne ou des personnes ayant commis l'infraction, ainsi que toutes autres déclarations que ces personnes désirent faire acter.*

*Copie en est remise à la personne ayant commis l'infraction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Cette personne a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites dans un délai de deux semaines à partir de la remise de la copie précitée. L'amende est prononcée par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, ci-après « ministre ».*

*L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA est chargée du recouvrement des amendes administratives prononcées par le ministre. Le recouvrement est poursuivi comme en matière d'enregistrement.*

*(2) Les fonctionnaires qui constatent une infraction adressent au responsable de l'établissement concerné une injonction au respect de l'article 2. Cette injonction, de même que l'accord ou le refus du responsable de l'établissement de se conformer à la loi sont mentionnés au rapport. En cas de refus de se conformer, le ministre peut procéder à la fermeture administrative de l'établissement concerné. La mesure de fermeture administrative est levée de plein droit lorsque les dispositions relatives à l'interdiction de l'activité économique concernée, applicables en vertu de la présente loi, cessent leur effet. [...] ».*

Le tribunal est, à cet égard, amené à relever que suivant les termes de l'article 11, précité, de la loi du 17 juillet 2020, les infractions à ladite loi, « *sont constatées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal* », le législateur ayant pris le soin de préciser qu'une fois opérée, « *cette constatation fait l'objet d'un rapport mentionnant le nom du fonctionnaire qui y a procédé, le jour et l'heure du constat, les nom, prénoms et adresse de la personne ou des personnes ayant commis l'infraction, ainsi que toutes autres déclarations que ces personnes désirent faire acter* ».

Dans son arrêté du 25 septembre 2020, le ministre s'est fondé sur le contenu d'un procès-verbal dressé par des agents de la police grand-ducale en date du 4 septembre 2020 en ce qu'il s'en dégagerait qu'à cette même date, ceux-ci auraient « *constaté que les tables placées côte à côte n'étaient pas séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou par une barrière ou séparation physique permettant de limiter le risque d'infection au sein de l'établissement* » en cause, de même que sur l'absence de présentation d'observations écrites par rapport à celui-ci, pour retenir dans le chef de la gérante de l'établissement « ... » l'existence de faits constitutifs d'une infraction à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 2020 et pour prononcer de ce fait à son encontre une amende administrative d'un montant de 2.000.- euros.

Le tribunal est, à cet égard, amené à relever que si, en l'espèce, il se dégage du procès-verbal du 4 septembre 2020 que les agents verbalisant se sont déplacés à cette même date vers ... heures dans l'établissement en cause dans le contexte d'une infraction à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 2020 (« *Unterzeichnete wurden am 04/09/2020 gegen ... Uhr seitens der Einsatzstelle in Diekirch nach ... beordert aufgrund eines Verstosses gegen die Bestimmungen des sub 3 erwähnten Gesetzes.* »), la case afférente à une infraction à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, étant d'ailleurs la seule qui a été cochée dans le même procès-verbal avec comme « *date de l'infraction/Tatzeit* », Vianden, le 4 septembre 2020, à 18:00 heures, force est toutefois de constater que, contrairement à ce qui est indiqué dans l'arrêté ministériel, les policiers ayant rédigé ledit procès-verbal n'ont pas constaté eux-mêmes la commission d'une

infraction audit article au moment de leur venue dans l'établissement, ce qu'ils ont expressément consigné dans leur rapport, (*« Als Unterzeichnete sich zur Terrasse des Restaurants begaben, entfernte sich eine größere Gruppe von Menschen, jedoch konnte beim Eintreffen auf der Terrasse kein Verstoß seitens Amtierenden festgestellt werden. »*), étant relevé que les agents, arrivés sur les lieux après ... heures, n'ont forcément pas pu constater eux-mêmes une infraction qui, suivant l'indication de leur rapport, aurait été commise vers 18:00 heures. Ils ont, en effet, seulement acté dans leur rapport la plainte et le témoignage de Monsieur ... qui les avait lui-même appelés pour les rendre attentifs au fait que les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ne seraient pas respectées dans l'établissement en cause, tout en montrant à cette occasion aux policiers les images d'une vidéo circulant sur *Facebook* qui témoignerait de l'état dans lequel se serait trouvée la terrasse non seulement à 18:00 heures, mais également peu avant leur arrivée sur place.

Or, indépendamment de la question - discutée librement entre les parties à l'audience des plaidoiries - de la valeur probante des déclarations faites par Monsieur ... à la police en date du 4 septembre 2020, telles que confirmées par la suite par celui-ci lors d'un interrogatoire le 7 septembre 2020 et actées dans un procès-verbal de la police du même jour, et indépendamment de la pertinence potentielle d'une telle déclaration à défaut de constat de l'infraction par les agents ayant dressé le procès-verbal conformément à l'article 11, précité, force est de constater qu'en toute hypothèse, le contenu de ce témoignage ne permet pas de confirmer la matérialité de la commission d'une infraction à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 2020, le témoignage en question étant particulièrement vague en ce qu'il ne fait état que d'une *« größere Gruppe von Menschen [...] welche dicht aneinandersaßen »*, sans qu'il ne puisse toutefois en être tiré une quelconque conclusion quant à la manière dont étaient disposées les tables de l'établissement en date du 4 septembre 2020 et ce, plus particulièrement entre 18:00 et 20:30 heures, ni *a fortiori* quant à un non-respect des prescriptions imposées par l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 2020 et ce, alors même que c'est un non-respect de ces prescriptions précisément qui est reprochée à la demanderesse suivant l'arrêté ministériel litigieux. Le même constat s'impose en ce qui concerne les images vidéo ayant circulé sur *Facebook* sur lesquels le témoin s'est appuyé pour affirmer qu'on pourrait y reconnaître sur la terrasse en cause un attroupement de personnes (*« ein Video auf welchem eine Menschenmasse zu erkennen ist »*), ainsi que le non-respect de la distance minimale imposée par la loi, puisque, outre le fait que ces images vidéos ont été prises à une certaine distance, il n'est surtout pas contesté que lesdites images ne sont pas datées, de sorte qu'il n'est pas possible de les rattacher à la date du 4 septembre 2020.

Au vu des considérations qui précèdent, il y a lieu de conclure que l'arrêté du ministre du 25 septembre 2020 a été pris en violation de l'article 11 de la loi du 17 juillet 2020, dans la mesure où le ministre a pris sa décision en l'absence de constat d'une infraction à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 2020.

Cette conclusion n'est pas éternuée par la circonstance que la demanderesse n'a pas présenté ses observations écrites par rapport au procès-verbal du 4 septembre 2020 endéans le délai lui imparti, dans la mesure où elle a formulé dans le cadre de la procédure contentieuse des contestations circonstanciées quant à la matérialité des faits lui reprochés tenant plus particulièrement à la circonstance que l'amende prononcée à son égard l'aurait été sur le fondement d'une infraction n'ayant pas été constatée par les agents de police ayant dressé le procès-verbal en cause.

Au vu de toutes ces considérations, ainsi que des circonstances précitées de cette affaire, le tribunal décide, dans le cadre du recours en réformation, d'annuler la décision déferée du 25 septembre 2020 et de décharger la demanderesse de l'amende lui imposée de 2.000.- euros.

La demanderesse n'ayant pas établi dans quelle mesure il serait inéquitable qu'elle supporte seule les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, elle est à débouter de sa demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, d'un montant de 1.500. euros.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation ;

reçoit en la forme ledit recours en réformation ;

prend acte que la demanderesse entend se limiter à conclure, dans le cadre du recours en réformation, à l'annulation de l'arrêté ministériel du 25 septembre 2020 ;

au fond, le déclare justifié, partant dans le cadre du recours en réformation, annule la décision du ministre du 25 septembre 2020 et décharge Madame ... de l'amende lui imposée de 2.000.- euros ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure présentée par la demanderesse ;

met les frais et dépens à charge de l'Etat.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique extraordinaire du 9 octobre 2020 par :

Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s.Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 9 octobre 2020  
Le greffier du tribunal administratif